



LA FLAMME

Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous !

N° 512 du
Vendredi
28 Juillet
2023

ORGANE POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE DU BENIN

Rédacteur en Chef : Denis SINDETE

Prix : 300 Fcfa

ISSN 1607-3266 La Flamme (Cotonou) 01 BP 2582 RP COTONOU (Rép. Bénin) Tel: 97263620 Facebook : La Flamme Siteweb: www.la-flamme.org

Dépôt légal N° 512

Abonnements : Mensuel : 1.500 FCFA - Trimestriel : 4.000 FCFA - Semestriel : 8.000 - Annuel : 15.000 FCFA

Abonnements de soutien : A partir de 400 FCFA / Parution

Menaces de la France et de ses agents contre le Niger

Mise en garde solennelle du PCB à Patrice Talon



HISTOIRE-TRADITIONS ET DEVELOPPEMENT

26 Juillet 1953 - 26 Juillet 2023

Il y a 70 ans, l'assaut contre la caserne Moncada à Cuba

Sports et Loisirs

Mondial Football Scolaire 2023

Les représentants du Bénin ont émerveillé



Résolution du parti "Les Démocrates" sur le terrorisme au Bénin



Le parti de Houndété et de Yayi se dénonce-t-il comme auteur ou complice ?

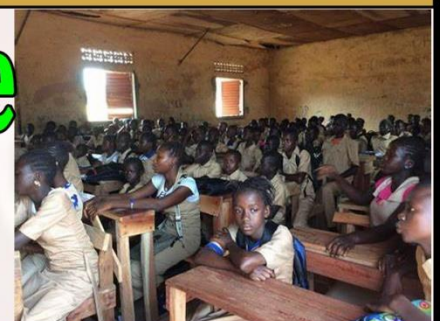
Essaie d'un nouveau vaccin anti-paludisme en Afrique et au Bénin

La vigilance doit toujours être de mise



Résultats des examens nationaux au Bénin

Il faut changer de paradigme



Page Inter

Coup d'Etat au Niger



Coup d'état au Niger, nouvelle expression de convulsions patriotiques en Afrique

Echos des Régions

Communiqué

A l'attention des fidèles lecteurs, auditeurs des revues des titres et sympathisants du Journal "La Flamme" Organe Politique du Parti Communiste du Bénin.

La Rédaction de La Flamme vient, par ce communiqué, informer ses fidèles lecteurs, auditeurs et sympathisants que pour raison de congé de la Rédaction, votre journal La Flamme ne paraîtra pas du 1^{er} Août au 1^{er} septembre 2023.

Avec notre reconnaissance renouvelée pour votre fidélité et votre bienveillance.

Cotonou, le 21 Juillet 2023

Le Rédacteur en Chef

Denis Yao SINDETE

EDITORIAL

Notre peuple ne participera pas à l'agression du peuple frère du Niger

Le 26 juillet 2023, le pion et agent de l'impérialisme français, Mohamed BAZOUM a été renversé par les militaires nigériens. Depuis lors, le président du Nigéria Ahmed Bola TINUBU actuel dirigeant de la CEDEAO et certains présidents usurpateurs élus lors de scrutins frauduleux, trament des complots pour agresser militairement le Niger. Dans ce jeu dangereux en fait patronné par la France, le Président Patrice Talon joue le chargé de mission de MACRON. Au lieu de s'occuper de notre peuple qui crie la faim et la cherté de la vie, qui est victime d'attaques régulières de la part de groupes terroristes parrainés par la France, il préfère lancer des menaces contre les nouvelles autorités nigériennes. Dans tous les cas notre peuple n'acceptera jamais de participer à une agression contre le peuple frère du Niger. Tous ceux qui sont manipulés par la France et qui se livrent à ce jeu dangereux doivent savoir que notre peuple et tous les peuples de notre région se ligueraient contre eux dans une résistance farouche.

La Rédaction

ACTUALITE POLITIQUE**DECLARATION**

MISE EN GARDE SOLENNELLE A PATRICE TALON CONTRE LA PARTICIPATION DE NOTRE PAYS A TOUTE INTERVENTION MILITAIRE CONTRE LE NIGER

Le 26 juillet 2023, les militaires se sont emparés du pouvoir au Niger. Le lendemain, jeudi 27 juillet, Patrice Talon

qui a couru voir le président du Nigéria dès le début des événements, a été missionné par la CEDEAO et l'Union Africaine pour aller discuter avec les militaires nigériens. Dans un ton menaçant, le Président Talon à Abuja fait la déclaration selon laquelle « **Ce qui arrive au Niger est inadmissible et tous les moyens" seraient utilisés, si nécessaire, pour rétablir l'ordre constitutionnel au Niger** ».

Dans le même temps, un avion militaire non autorisé atterrit sur l'aéroport de Niamey dans la nuit du jeudi matin et ce malgré la fermeture des frontières aériennes.

Des informations circulent sur les réseaux sociaux indiquant que « **La CEDEAO prépare une intervention militaire contre les putschistes. L'action militaire de la CEDEAO serait conduite par l'armée de l'air et les forces spéciales nigérianes** ». Des Chefs d'Etat de la sous-région, notamment ceux de Côte d'Ivoire, du Ghana, du Sénégal, seraient pour cette opération d'intervention avec des généraux mobilisés à cet effet sous la conduite d'un Officier nigérian. Le 28 juillet, RFI, la voix de la France annonce que selon la ministre des affaires étrangères de la France Catherine COLLONA, tout n'est pas encore joué au Niger et que la CEDEAO va se réunir prochainement à Abuja, pour prendre des décisions que la France appuiera.

Si on met toutes ces informations bout à bout, on constate qu'une agression militaire se prépare contre le peuple frère du Niger et c'est l'impérialisme français qui est à la manœuvre. Cela faisant suite aux résolutions du dernier Sommet de la CEDEAO tenu à Bissau et à la déclaration « va-t'en guerre » du nouveau Président du Nigeria, Ahmed Bola Tinubu contre les coups d'Etat dans la CEDEAO. L'information ne circulerait-elle pas selon laquelle la proposition de la création d'une Force d'Interposition de la CEDEAO chargée de la Sécurité ne serait que la reconversion de la MINUSMA chassée du Mali pour poursuivre l'agression contre les peuples africains. ? Autrement dit une structure de la CEDEAO pour permettre aux puissances étrangères notamment la France de continuer leur agression contre le peuple malien.

La dernière déclaration du Président Talon selon laquelle « **et tous les moyens" seraient utilisés, si nécessaire, pour rétablir l'ordre constitutionnel au Niger** » semble s'inscrire dans cette logique d'intervention à caractère impérialiste.

Le peuple béninois, est un peuple pacifique, ami de tous les peuples de la sous-région et ne saurait tolérer que son Président se fasse l'instrument d'une politique d'agression contre les peuples frères et particulièrement, le peuple frère du Niger et ne saurait accepter la transformation de notre territoire en base d'agression contre les peuples.

Le peuple béninois a ses problèmes qui sont d'ailleurs ceux des peuples voisins : l'action criminelle des groupes terroristes qui tuent régulièrement de paisibles populations dans le nord du pays avec la présence des troupes françaises ; la faim, la misère la vie chère etc.

Le Parti Communiste du Bénin met solennellement en garde Patrice Talon contre la participation à toute agression contre le peuple frère du Niger et d'autres peuples de la sous-région. Les peuples africains et ceux de notre sous-région sont engagés dans un combat à mort contre les puissances impérialistes et notamment contre la FrançAfrique. Tous ceux qui s'opposent à cette marche inexorable seront bons pour la poubelle de l'histoire.

Cotonou, le 28 juillet 2023

Le Parti Communiste du Bénin

=====

Résolution adoptée au Conseil National du Parti Les Démocrates sur le terrorisme au Bénin

Le Parti de HOUNDETE et YAYI se dénonce-t-il comme auteur ou complice ?

Le samedi 22 juillet 2023, le parti « Les Démocrates » a tenu son Conseil National à Porto-Novo sur le thème : « Défis des élections générales de 2026, les militants au cœur de l'action. » A l'issue des travaux, une déclaration finale a été publiée. Elle a fait mention de cinq résolutions adoptées par le Conseil. Parmi ces résolutions, il y a celle intitulée « Résolution sur le terrorisme et l'extrémisme violent ». Le contenu de cette résolution pose des problèmes préoccupants sur lesquels nous reviendrons particulièrement.

Comme le thème l'indique à savoir « Défis des élections générales de 2026, les militants au cœur de l'action », le Conseil National du Parti Les démocrates a largement insisté sur cette thématique. Ainsi donc, les problèmes actuels et immédiats de cherté de la vie, les problèmes de l'école, de la santé, les révélations successives des actes de corruption, la multiplication et l'augmentation des taxes et impôts injustes, etc. à travers lesquels le pouvoir de la rupture étouffe actuellement le peuple béninois, la résistance de ce peuple ne sont pas une préoccupation majeure pour ce Parti. Pour le moment, le peuple peut continuer de subir. En définitive, les "Démocrates" persistent et signent dans leur position de complices et d'accompagnateurs de l'autocrate Talon pour tenter d'assujettir davantage le peuple.

Revenons alors à la question cruciale du terrorisme au Nord du Bénin. La Résolution du parti Les Démocrates dit ceci : « Le conseil national manifeste son indignation face aux attaques terroristes répétées dans la partie septentrionale du pays et impute la totale responsabilité au régime dit de la rupture qui depuis 2016 a fait l'option d'opposer les fils et filles de ce pays dans une gouvernance approximative et des pratiques de discrimination et de frustration. » Que le Président Talon, par sa politique dictatoriale, entretienne la division entre les fils et filles du Bénin par des propos et pratiques régionalistes et

ethnacistes, on en convient. On en veut pour preuve l'une de ses déclarations au cours de la campagne électorale présidentielle à Bohicon, précisément le 7 avril 2021. Le Président Talon déclarait en langue fon : « le peuple fon au pouvoir ne le lâchera pas pendant longtemps. » Ces genres de propos étayés par d'autres actes discriminatoires entraînent des frustrations compréhensibles de la part des peuples du Septentrion de notre pays ; frustrations qui s'expriment de diverses manières telles : « on nous considère comme des esclaves pour produire du coton et autre anacarde. » Cela est inadmissible. Et on le dénonce en conséquence avec vigueur.

Mais, cela suffit-il pour « imputer la totale responsabilité des attaques terroristes répétées dans la partie septentrionale au régime dit de la rupture ? » Cela signifierait-il que ce sont des Béninois victimes ou frustrés de la « gouvernance approximative et des pratiques discriminatoires et de frustration » du pouvoir de la rupture qui se sont constitués en terroristes contre leurs propres frères du septentrion ? Ce serait donc ces hommes frustrés ou victimes de la politique divisionniste du pouvoir de Talon qui traquent et égorgent nos concitoyens civils et militaires pour se venger. Cela supposerait alors qu'il y a une force interne au pays qui coordonne, arme et finance ces hommes frustrés. On se demande alors, qui peut constituer cette force interne qui coordonne, arme et finance ces terroristes ? Le Parti de Yayi et Houndété serait-il dans le secret des réseaux terroristes qui traquent et égorgent nos concitoyens civils et militaires ? Ou bien, les dirigeants de ce Parti seraient-ils auteurs ou complices des dites attaques terroristes ? Voilà autant de questions que suscite la position du Parti Les Démocrates sur la question du terrorisme au Nord du pays.

Brieux.

=====

Résultats des examens nationaux au Bénin Il faut changer de paradigme

Les résultats des examens nationaux de l'année académique 2022-2023 sont déjà disponibles et les taux de réussite par examen se présentent comme suit : CEP : 81,29% ; BEPC : 69,21% et le BAC : 63,08%. Comme on sait que la fin du cycle c'est le Baccalauréat, nous allons donc nous appesantir sur le Bac.

Pour le cas précis de l'examen du Baccalauréat, diplôme donnant accès à l'université, le taux de participation et de réussite par département se présente ainsi qu'il suit :

Rang	Départements	Pourcentage
1 ^{er}	Atlantique	69,41%
2 ^{ème}	Littoral	68,45%
3 ^{ème}	Zou	64,72%
4 ^{ème}	Ouémé	63,30%
5 ^{ème}	Mono	63,21%
6 ^{ème}	Couffo	63,17%
7 ^{ème}	Borgou	57,23%
8 ^{ème}	Plateau	56,87%

9 ^{ème}	Atacora	55,10%
10 ^{ème}	Alibori	53,66%
11 ^{ème}	Donga	53,24%
12 ^{ème}	Collines	52,43

Le premier constat qui se dégage d'après ces chiffres est que rien n'a fondamentalement changé au niveau de notre école. Depuis des années, les taux d'admissibilité sont presque les mêmes. Les départements où il y a plus d'écoles privées sont en tête et qui dit privé parle de profit, d'argent. Et quand on vérifie, ce sont les résultats de ses écoles privées qui boostent les résultats dans ces zones. Donc qui n'a pas l'argent ne peut se permettre de rêver de l'admissibilité de son enfant au Bénin. Les écoles publiques sont mal loties, pas d'infrastructures adéquates, effectifs pléthoriques car manque de salle de classe, pas de table et bancs (des élèves sont obligés de s'asseoir sur des briques pour étudier), manque d'enseignants, etc... A tous ces problèmes de disparité régionale s'ajoutent le manque d'enseignants qualifiés dans ces zones à faible taux de réussite. Par exemple, toute la Commune de Dassa-Zoumè n'a qu'un seul professeur qualifié de mathématique et au même moment le seul CEG Sainte Rita de Cotonou en a sept (07). Les enseignants surchargés et mal entretenus font de leur mieux, mais la volonté de nos dirigeants faisant défaut, déteint sur les résultats. Mais, il ne peut en être autrement lorsqu'on sait qui sont les promoteurs de ces écoles privées.

Maintenant, faisons un pas en arrière et comparons les effectifs de candidats inscrits au Bac depuis 2016.

Année Scolaire	Inscrits
2015 – 2016	115322
2016 – 2017	115255
2017 – 2018	106499
2018 – 2019	100024
2019 – 2020	95413
2020 - 2021	83043
2021 - 2022	77416
2022 - 2023	77.563

On y voit clairement une diminution d'année en année du nombre de candidats. De 2016 à 2023, le nombre de candidat est passé de 115.322 à 77.563 donc 38.000 candidats de moins. Alors que la population est passée de **10.872.063 habitants** en 2016 à 13.712.828 habitants en 2023 (Source : <https://www.zakweli.com/>),¹ donc une augmentation de la population. Ce qui montre un désintéressement de plus en plus de la population à l'enseignement béninois. Cette observation confirme cette citation dans l'introduction de l'APP dans son programme sur **QUELLE ECOLE POUR UN BENIN EMANCIPE ?** qui dit : « Et lorsqu'on constate une contestation d'un système scolaire par les citoyens d'un pays, c'est que ce système est caduc et un autre est appelé. Notre pays est confronté à une telle situation de crise de l'école, c'est-à-dire, d'inadéquation entre elle et les besoins de notre société depuis son existence en tant qu'Etat dit indépendant. » Les réactions sur les réseaux sociaux ne font que confirmer cela. Un internaute publie « Mon BAC a 12 ans aujourd'hui, à l'époque mes parents et moi-même

y compris étions tous en extase car on croyait que cela nous sortirait de la pauvreté dans laquelle nous étions. 12 ans plus tard j'ai eu d'autres diplômés qui dorment tranquillement quelque part dans mon sac tandis que je suis obligé de me chercher pour joindre les deux bouts.

Bonne chance à ceux qui viennent de l'obtenir mais sachez que cela ne donne pratiquement plus rien de nos jours. »

Alors, comme l'a dit le Pr. Philippe NOUDJENOUME dans sa communication au colloque sur « **La ruine de l'école au Bénin : pourquoi et comment en sortir ?** » (2013) : « ... *L'objectif à se fixer peut se résumer comme suit : renouer avec notre culture dans tous les domaines (langues et religions vernaculaires, justice et administration traditionnelles, médecine, savoirs et savoir-faire endogènes, système de sécurité, etc.) et, sur la base de ces racines, aller au dernier cri de la science, de la technologie et du développement... Mais, en vérité, ceci nécessite un changement de perspective, de paradigme.* » Ainsi donc, la question d'une école patriotique qui produise les acteurs pour la transformation des ressources dans l'intérêt du pays demeure d'actualité pour en finir avec l'école coloniale en ruine.

¹ Un article publié le 25 Janvier 2023 basé sur les informations de l'INSAE, l'ONU et Wikipédia

Essai d'un nouveau vaccin anti paludisme en Afrique et au Bénin

La vigilance doit toujours être de mise

Un communiqué de presse de l'UNICEF en date du 06 juillet 2023 annonce « dix-huit millions de doses du tout premier vaccin antipaludique allouées à 12 pays africains pour la période 2023-2025 » par Gavi, l'OMS et l'UNICEF. Ces 12 pays sont le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, le Liberia, le Niger, l'Ouganda, la République Démocratique du Congo et la Sierra Leone en plus du Ghana, du Kenya et du Malawi. Ils font suite au Ghana, au Kenya et au Malawi qui avaient déjà participé à un programme de mise en œuvre de ladite vaccination et qui recevront eux aussi des doses pour poursuivre la vaccination dans les régions pilotes. Par ailleurs, il est signalé que 28 autres pays africains ont manifesté leur intérêt pour recevoir ce vaccin. Il faut dire que ce vaccin est destiné aux enfants de 0 à 5 ans qui sont les plus exposés aux risques élevés du paludisme.

Les dix-huit millions de doses arriveront au Bénin et dans les 11 autres pays au dernier trimestre de cette année et la campagne de vaccination commencera au premier trimestre de l'année prochaine c'est-à-dire en 2024 et s'étendra jusqu'en 2025.

Déjà, il est fait grand bruit sur ce vaccin qui réduirait substantiellement les cas graves de paludisme et diminuerait les cas de décès. Dans le même temps, on tait le fait que parmi les vaccins qui sont proposés, il y en a dont l'efficacité diminue

au fur et à mesure de l'usage et jouent sur l'immunité des enfants.

S'il est une bonne chose toutes ces découvertes de vaccins ou de médicaments qui pourraient améliorer la santé des hommes et des enfants, ou éradiquer des maladies, il y a lieu surtout aujourd'hui de faire beaucoup attention et ne pas se précipiter. Et cela pour plusieurs raisons. On se rappelle la fameuse pour ne pas dire la criminelle aventure encore en cours du vaccin anti-Covid.19.

Au démarrage de cette aventure Bernard Lugan déclare : « La croissance démographique en Afrique est une menace pour la civilisation européenne...Je ne recommande pas de larguer une bombe nucléaire sur l'Afrique, mais nous ne pouvons pas attendre de voir cette croissance démographique à côté de l'Europe. C'est un danger que nous devons prendre au sérieux... Le plan est de syndiquer plus étroitement les organisations privées et publiques dans les pays occidentaux pour fournir de l'argent et la logistique pour des actions plus rapides et plus efficaces pour freiner la croissance (effrayante) de la population africaine » (Cf. Réseaux sociaux CPCMC du 3/3/2020). Dans cet ordre d'idées, on connaît le rôle qu'ont joué les Bill Gates et Cie, financiers de Gavi, de l'OMS, etc. avec les laboratoires qui, dans une précipitation jamais vue au monde et bafouant le principe de précaution, ont mis au point les vaccins de la mort qui continuent de semer des dégâts sur les hommes et femmes dans le monde. C'est d'ailleurs pourquoi, en ce qui concerne notre pays et plus généralement pour le bien-être de l'humain, le Pr. Philippe Noudjènomè Premier Secrétaire du PCB et Président de l'Alliance Pour la Patrie a recommandé qu'avant toute inoculation de vaccin, il faut qu'un comité scientifique et de bioéthique fasse d'abord l'expertise de tels produits et en vérifient le caractère non nuisible à la santé et à la vie. Autrement, il faut arrêter. Il y a des solutions alternatives avec des remèdes locaux ou même brevetés et vérifiés comme il en a été avec notre compatriote Agon Valentin avec API PALU ou Zéro Palu à base d'Artémisia, etc. En attendant des vaccins sûrs.

On connaît le cas récent où en Gambie, des dizaines d'enfants sont morts après administration de sirop contre la toux et le rhume. Ce produit contenait des substances toxiques et potentiellement mortelles. Ce qui a été révélé après analyse à la mort des enfants. Si un contrôle antérieur avait eu lieu, ces morts seraient évitées. D'où la nécessité du comité scientifique de contrôle préconisé.

Vu la volonté diabolique de ceux qui tiennent à la réduction de la population pour l'exploitation de l'Afrique et le profit maximum à tout prix, il est possible qu'ils manipulent les gens pour fabriquer des vaccins et autres médicaments qui stérilisent les enfants ou leur filent des virus néfastes à leur état de santé. On ne doit jamais perdre de vue cette volonté criminelle. Surtout qu'on nous rebat les oreilles à longueur de journées sur la nécessité de réduire ou de limiter les naissances. Ce dont le

président Talon se fait le champion chez nous avec le griot Houngbédji.

Le peuple béninois et les peuples africains plus que jamais doivent être vigilants pour barrer la voie aux plans mortels que planifient les puissances impérialistes et leurs hommes de main locaux contre leur destinée.

Les vaccins doivent être contrôlés comme indiqué plus haut pour la garantie qu'ils ne sont pas nuisibles. C'est à ce prix qu'ils seront une avancée dans la lutte contre le paludisme.

A. KOKOYE

Sports et Loisirs

Mondial football scolaire Maroc 2023

Les représentants du Bénin ont fait des merveilles

Le Bénin représenté par le CEG Sainte Rita au mondial football scolaire Maroc 2023 a fait des merveilles. En effet, le tournoi qui se déroule du 22 au 31 juillet a vu le Bénin atomiser d'abord le Mexique sur un score fleuve de 10-0 en match d'ouverture de la poule. Ensuite, les jeunes Guépards se sont offert le scalp du pays organisateur le Maroc sur le score étriqué de 2-1. Enfin, les jeunes Guépards se sont imposés sur le score sans appel de 3-0 face à l'Angleterre pour ce qui est du match clôture de la phase de poules. Comme bilan de la phase de poules, le Bénin finit premier avec le maximum de points ; à savoir 9 pour un total de 15 buts marqués et seulement 1 but encaissé. Malheureusement, les jeunes du CEG Saine Rita se sont inclinés en quarts de finale contre la France 1-0 et sont d'office éliminés de la compétition.

Malgré cette élimination, le parcours de ces jeunes du Bénin fait honneur à tout le peuple. Alors, les autorités en charge du football doivent mettre tout en œuvre pour récupérer tous ces jeunes qui font la fierté du pays afin qu'ils ne se dispersent comme ce fut le cas avec leurs devanciers envoyés au Brésil et laissés à leur propre sort à leur retour au pays. Il faudra pour cela, mettre en place des structures capables de récupérer ces jeunes et de les insérer dans des catégories appropriées, afin de leur permettre comme jeunes pousses d'émerger et d'atteindre le stade des seniors. Histoire de leur donner la chance de continuer à faire la gloire du football béninois.

Dimi

Histoire-Tradition et Développement

Cuba

26 Juillet, journée de la rébellion nationale

Le 26 juillet est célébré à Cuba comme un évènement d'une grande portée politique et morale. Elle est décrétée Journée de la Rébellion nationale.

Il y a 70 ans, un groupe de 150 jeunes révolutionnaires cubains, sous la conduite de Fidel Castro, attaquait les casernements militaires de la Moncada et de Carlos Manuel de Céspedes à Santiago de Cuba.

La Moncada Guillermon à cette époque comptait 400 soldats et était le siège du régiment Antonio Maceo. C'était la place forte de la Région de Santiago de Cuba, Capitale de la Province d'Oriente.

L'objectif des assaillants était d'anéantir le pouvoir dictatorial et sanguinaire de Fulgencio Batista, désarmer l'ennemi, prendre le contrôle de la caserne en réunissant tous les soldats dans la cour du bâtiment militaire, appeler la population de Santiago de Cuba à la révolte par un message radiophonique et inciter les gens de la ville à la rébellion générale en distribuant les armes prises à la caserne.

Au petit matin du 26 juillet, 138 hommes sous la direction de Fidel partirent à l'assaut de la Caserne Moncada, tandis que 27 autres sont envoyés pour attaquer un avant-poste de moindre importance près de Bayamo. L'opération, pourtant bien planifiée a échoué.

Le groupe d'assaillants commandé par Fidel Castro n'arriva pas à profiter de l'effet de surprise. Malgré le fait qu'il a réussi à désarmer et neutraliser quatre gardes devant le portail de la garnison, il est vite découvert par deux soldats qui montaient la sentinelle. Ceux-ci donnèrent l'alerte. Les soldats de la garnison s'organisèrent rapidement et lancèrent la contre-attaque. A l'aide de fusils d'assaut et de mitrailleuses lourdes, ils tuèrent plusieurs rebelles qui battirent en retraite. Beaucoup furent capturés dont 22 à l'Hôpital. Lorsque l'opération a échoué, de nombreux assaillants se déguisèrent en patients. Mais ils furent vite identifiés. Le Groupe d'assaillants envoyés à Bayamo connut le même sort que les autres. Ils sont soit capturés ou traqués.

Au lendemain de cette opération manquée qui s'avéra comme un échec militaire pour les assaillants, le dictateur Fulgencio Batista exerça une répression féroce. Plus de la moitié des combattants ont été tués soit au total 55. Pour la plupart, ils ont été assassinés après avoir été sauvagement torturés. Cela provoqua une profonde indignation au sein du peuple isolant encore d'avantage le régime qui a dû se résoudre à réserver un traitement moins inhumain aux assaillants qui ont été capturés quelques jours ou semaines après l'assaut manqué.

Au nombre des prisonniers, Fidel Castro, le cerveau de l'opération et jeune avocat de 26 ans. Au cours de son procès, l'accusé s'est transformé en accusateur. Personnifiant et incarnant ce qu'il y'a de plus pur dans le peuple, il jeta à la face de ses bourreaux et avec une éloquence inoubliable, sa confiance inébranlable dans l'avenir rebelle de la nation cubaine.

Lors de sa plaidoirie historique intitulée « L'histoire m'acquittera », Il déclara qu'il avait organisé l'assaut afin d'éliminer le dictateur Fulgencio Batista, et d'assurer qu'il ne faisait que son devoir civique comme un cubain voulant défendre la démocratie. Il exposa le programme que lui et ses camarades comptaient appliquer avec le soutien du peuple après la conquête des libertés publiques et la démocratie politique à savoir, la réforme agraire, l'industrialisation, le logement, la lutte contre le chômage et la préservation de la santé du peuple. Il conclura son vibrant plaidoyer en disant à ses juges : « condamnez-moi, peu importe, l'histoire m'acquittera ! ».

70 années après l'attaque de la caserne Moncada, le peuple cubain se souvient. Avec lui, tous les peuples du monde qui luttent contre l'oppression, l'exploitation, la domination néocoloniale.

Hasta la victoria siempre !

Nouhoum Keita

Page Inter

COUP D'ÉTAT AU NIGER

NOUVELLE EXPRESSION DE CONVULSIONS PATRIOTIQUES EN AFRIQUE

C'est confirmé désormais ! « Le mouvement d'humeur » de la garde présidentielle du mercredi 26 Juillet 2023 s'est révélé un coup d'Etat en règle au Niger avec le renversement du Président Bazoum. Le communiqué de l'Etat-Major des Armées de ce jour 27 juillet en constitue l'épilogue. Encore un nouveau coup d'Etat dira-t-on. Et ce, en dépit du « fatwa » anti-coup d'Etat prononcé par le nouveau Roi consacré Récemment Nouvel Empereur de la CEDEAO, Mohamed Tinubu ; en dépit de « mission » confiée à ce sujet au Président du Bénin, Patrice Talon. Comme de bien entendu, les putschistes ont stigmatisé « la mauvaise gouvernance économique et sécuritaire » des dirigeants déchus. Oui, un nouveau coup d'Etat en Afrique de l'Ouest, en riposte, en défi, on dirait, à ce dictat de la CEDEAO et tous les dangers que cela peut comporter pour la souveraineté et la sécurité des peuples de la sous-région ouest-africaine.

Cette situation est d'ailleurs bien perçue dans le Communiqué d'Etat-major des Armées Nigériennes quand il souligne que « Toute intervention militaire extérieure de quelle que provenance que ce soit, risquerait d'avoir des conséquences désastreuses et incontrôlables pour nos populations et le chaos pour notre pays ».

Comme dit, face donc à ce nouveau coup d'Etat, il ne s'agit pas pour nous, de nous réjouir (bien que cela puisse s'observer légitimement) ou d'en pleurer. Il s'agit simplement de constater

une réalité en face de nous. Ces coups d'Etat ne sont que l'expression de convulsions patriotiques des peuples en Afrique de l'Ouest et ce dans sa zone francophone, en retard d'une étape par rapport à sa voisine anglophone. Quelle que soit l'orientation future des nouveaux dirigeants putschistes et maîtres du moment au Niger, les mobiles et pressions populaires patriotiques nigériennes sont et demeurent fortes. Ce vent patriotique et de Dignité pousse et poussera inévitablement tous acteurs politiques au Niger dans cette Direction au risque (pour ceux qui penseraient s'y opposer) de se faire balayer par l'Histoire, n'en déplaise à la Volonté des forces colonialistes de la France Coloniale, désormais dépassée par l'Eveil des Peuples.

Cotonou, le 27 Juillet 2023

Philippe T. NOUDJENOUME

Président de l'Alliance Pour la Patrie
Président WAPO

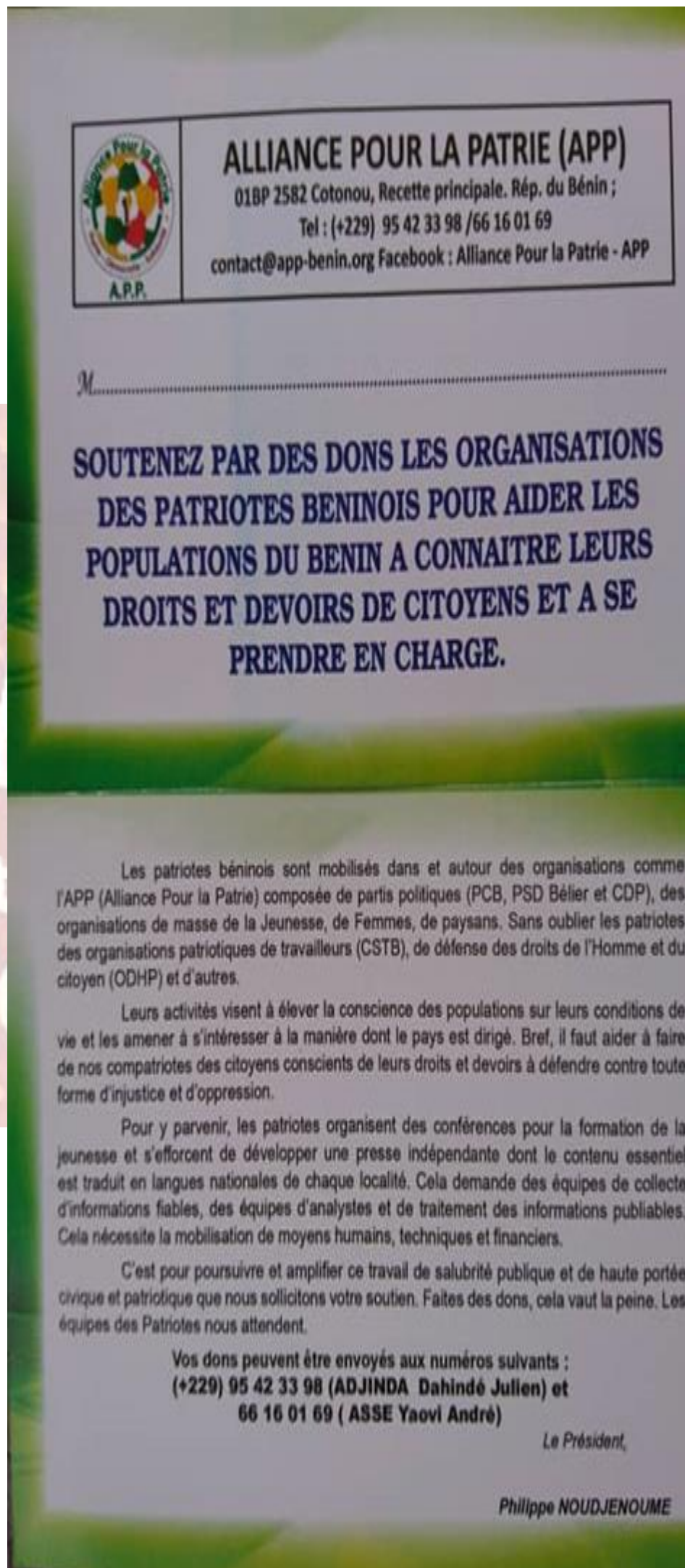
ABONNEZ-VOUS

Suivez-nous sur nos Pages Facebook et site internet

 La Flamme (@LaFlammePCB)
Parti Communiste du Bénin-PCB Officiel

 www.la-flamme.org

Campagne de sociofinancement de l'Alliance Pour la Patrie (APP)



ALLIANCE POUR LA PATRIE (APP)
01BP 2582 Cotonou, Recette principale. Rép. du Bénin ;
Tel : (+229) 95 42 33 98 /66 16 01 69
contact@app-benin.org Facebook : Alliance Pour la Patrie - APP

M.....

**SOUTENEZ PAR DES DONNS LES ORGANISATIONS
DES PATRIOTES BENINOIS POUR AIDER LES
POPULATIONS DU BENIN A CONNAITRE LEURS
DROITS ET DEVOIRS DE CITOYENS ET A SE
PRENDRE EN CHARGE.**

Les patriotes béninois sont mobilisés dans et autour des organisations comme l'APP (Alliance Pour la Patrie) composée de partis politiques (PCB, PSD Bélier et CDP), des organisations de masse de la Jeunesse, de Femmes, de paysans. Sans oublier les patriotes des organisations patriotiques de travailleurs (CSTB), de défense des droits de l'Homme et du citoyen (ODHP) et d'autres.

Leurs activités visent à élever la conscience des populations sur leurs conditions de vie et les amener à s'intéresser à la manière dont le pays est dirigé. Bref, il faut aider à faire de nos compatriotes des citoyens conscients de leurs droits et devoirs à défendre contre toute forme d'injustice et d'oppression.

Pour y parvenir, les patriotes organisent des conférences pour la formation de la jeunesse et s'efforcent de développer une presse indépendante dont le contenu essentiel est traduit en langues nationales de chaque localité. Cela demande des équipes de collecte d'informations fiables, des équipes d'analyses et de traitement des informations publiables. Cela nécessite la mobilisation de moyens humains, techniques et financiers.

C'est pour poursuivre et amplifier ce travail de salubrité publique et de haute portée civique et patriotique que nous sollicitons votre soutien. Faites des dons, cela vaut la peine. Les équipes des Patriotes nous attendent.

Vos dons peuvent être envoyés aux numéros suivants :
(+229) 95 42 33 98 (ADJINDA Dahindé Julien) et
66 16 01 69 (ASSE Yaovi André)

Le Président,
Philippe NOUDJENOUME